

Économie

Pourquoi le déficit budgétaire va encore s'aggraver

Par Patrick Artus le 24.09.2018 à 08h00

ABONNÉS

Alors que le projet de loi de finances est présenté ce lundi matin, le chef de l'Etat maintient son engagement de se rapprocher de l'équilibre budgétaire en 2022. Une stratégie qui n'est pas sans risque pour la croissance, prévient l'économiste Patrick Artus.

COMMENTER

Le gouvernement a revu à la baisse ses objectifs en matière de lutte contre le déficit public en 2019. Selon le projet de loi de finances présenté ce lundi 24 septembre, Bercy table désormais sur 2,8% du PIB, et non plus 2,4% comme promis à Bruxelles. Mais l'exécutif compte tout de même se rapprocher de l'équilibre budgétaire à horizon 2022, ce qui apparaît, cette fois, très ambitieux. En effet, selon nos calculs, à politique inchangée, le déficit public dépasserait probablement les 4% en 2022. Le gouvernement a déjà promis de nombreuses baisses d'impôts (suppression de la taxe d'habitation, diminution de l'impôt sur les sociétés...), qui devraient coûter en tout 43 milliards d'euros. Et, dans le même temps, il a multiplié les annonces de dépenses nouvelles dans l'armée, la santé, la formation professionnelle ou la lutte contre la pauvreté. De plus, on voit mal comment la croissance française pourrait progresser plus vite que son potentiel, qui se situe autour de 1,3% par an.

L'exécutif va donc devoir choisir entre deux stratégies. La première consiste à laisser filer le déficit, ce qui ne poserait probablement aucun problème de financement: avec le fort appétit pour les emprunts sans risque et le recul de l'endettement en Allemagne, les investisseurs vont continuer à se reporter sur la dette française, permettant aux taux d'intérêts de rester bas. Le problème serait uniquement politique: la France s'est engagée auprès de l'Allemagne à tenir une certaine crédibilité budgétaire en échange d'avancées institutionnelles dans la zone euro, comme la création d'un ministre des Finances commun. La seconde stratégie consiste à respecter ses engagements et donc à mettre en place une politique budgétaire très restrictive, avec des économies de 80 à 100 milliards d'euros par rapport à la hausse naturelle des dépenses publiques. Cette rigueur aurait pour effet de faire plonger la croissance économique sous les 1%, voire autour de 0.

Pour sortir de ce dilemme, il faut espérer que les réformes engagées par le gouvernement aient des effets relativement rapides sur la croissance potentielle, permettant au déficit de se résorber grâce à de meilleures rentrées fiscales. Du coup, l'exécutif aurait intérêt à concentrer ses efforts sur le marché du travail et le taux d'emploi dont le faible niveau pénalise fortement la croissance. Une autre solution consisterait à imaginer des baisses de dépenses qui ne pèsent pas sur la consommation des ménages, comme la privatisation de certains services publics ou encore le recul de l'âge de la retraite. Cette dernière mesure, préférable à une baisse des pensions, aurait pour effet de pousser les actifs à moins épargner en prévision de leur retraite et donc de soutenir la consommation.

COMMENTER

#DÉFICIT PUBLIC #CROISSANCE

SUR LE MÊME SUJET

Budget: et si la France appliquait la méthode néerlandaise?

-Comment les collectivités locales ont réussi à limiter leurs dépenses



Emmanuel Macron

© Challenges - Les contenus, marques, ou logos du site challenges.fr sont soumis à la protection de la propriété intellectuelle.

Audience certifiée par